Ensemble, bousculons l'ordre médiatique pour 2027

Alors que des revendications pour une meilleure éducation et un plus juste partage des richesses sont écrasées à coup de matraque, les médias montrent des feux de poubelle. Ensemble, faisons entendre **les voix de la justice sociale et de l'écologie**, à quelques mois d'échéances électorales où **tout peut basculer.**

🎯 **Objectif : 180 000€ avant le 31 décembre**

Objectif : 180 000 €

Je fais un don

Débats

Reporters sans frontières demande la suspension de CNews pour un mois

En juin, CNews avait été mis en demeure pour défaut de pluralisme, sur saisine de RSF. La chaîne « continue de présenter une antenne où les déséquilibres sont d'une ampleur considérable », dénonce l'ONG, qui demande une suspension.

par **Rédaction**
27 novembre 2026 à 12h00, modifié à 13h47
5 min.

La chaine Cnews au Salon des maires et des collectivités locales, à Paris, le 24 novembre 2026.
©Riccardo Milani/Hans Lucas

En juin, CNews, propriété du groupe Canal+ détenu par Vincent Bolloré, avait été mis en demeure pour défaut de pluralisme, sur saisine de Reporters sans frontières (RSF). Depuis, RSF a analysé plus de 60 heures de programmes sur le mois de septembre 2026 et révèle que près de 90 % des opinions développées sur les plateaux de CNews convergent dans le même sens sur l'ensemble des sujets les plus traités par la chaîne.

Aujourd'hui, à quelques mois de l'élection présidentielle, *« et compte tenu de la gravité des faits documentés et de l'inefficacité des mesures précédentes »*, RSF demande donc à l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom) de prendre une sanction exemplaire et dissuasive : une suspension d'un mois.

Déficit de pluralisme

RSF a regardé et analysé 61 heures de programmes issus de trois émissions emblématiques de la chaîne : « L'Heure des pros 2 », « 100 % Frontières » et « Face à Philippe de Villiers ». *« Immigration, insécurité, islamisme, débats identitaires, critiques de la gauche et de l'audiovisuel public concentrent près des deux tiers des sujets abordés. Tous sujets confondus, près de 90 % des opinions exprimées sur les plateaux convergent dans le même sens et alimentent un récit dominant qui ne laisse qu'une place résiduelle à la contradiction et à la nuance*, conclut l'ONG. *Le déséquilibre culmine dans "Face à Philippe de Villiers", où 98 % des opinions exprimées rejoignent celles de l'homme politique d'extrême droite, sans aucune contradiction. »*

Chez les indés

GRATUIT, CHAQUE VENDREDI

La revue de presse du journalisme engagé : une sélection d'enquêtes, de récits, et d'alternatives parues dans la presse indépendante, directement dans votre boîte mail.

Entrez votre adresse email...

Je m'inscris !

En m'inscrivant j'accepte la politique de confidentialité et les conditions générales d'utilisation de *Basta!*

« La multiplication des plateaux de commentateurs ne donne que l'illusion du débat. Dans cette configuration, les chroniqueurs et le présentateur sont le plus souvent à l'unisson, à de rares exceptions près », résume RSF après ces heures de visionnages. *« Le paroxysme du déséquilibre en matière de pluralisme est atteint tous les vendredis soirs dans "Face à Philippe de Villiers", une émission très suivie qui rassemble plusieurs centaines de milliers de téléspectateurs et offre une tribune à l'homme politique d'extrême droite. Ce dernier y déroule ses monologues sans aucune contradiction, face à un présentateur, Eliot Deval, et à un chroniqueur, Geoffroy Lejeune, réduits au rôle de simples figurants. Un modèle d'antipluralisme dont le format est sans équivalent sur les chaînes d'information en continu. »*

Contactée dans le cadre l'enquête, CNews n'a pas répondu à RSF, signale l'ONG.

Plus de 800 000 euros d'amende restés sans effets

Déjà saisie par RSF avant l'été, l'Arcom avait adressé en juin une mise en demeure à CNews pour défaut de pluralisme. Dans sa décision, l'Arcom indiquait, *« qu'il ressortait de son analyse portant sur 168 heures de programmes, que les trois quarts des séquences analysées exprimaient, "à quelques nuances près, le même point de vue". »* Le régulateur insistait également sur le fait que les points de vue divergents demeuraient *« isolés »*, voire, dans certains cas, *« dévalorisés »*.

« CNews demeure, de loin, le média encore en activité le plus sanctionné en France avec 12 mises en demeure et 11 sanctions pécuniaires pour un montant cumulé de 830 000 euros d'amendes, pointe RSF. *Il s'agit de la seule chaîne d'information en continu ayant écopé de sanctions financières. Des mesures qui se sont avérées largement inefficaces jusqu'à présent. »*

→ **SUR LE MÊME SUJET:** « Pas de bistrot pour les fachos » : mobilisation contre la brasserie du fondateur du média d'extrême droite Frontières

« Notre enquête confirme non seulement que CNews concentre sa programmation sur un nombre très limité de sujets, mais surtout qu'elle les traite de manière extrêmement univoque, dans des proportions sidérantes, presque caricaturales. Ce constat vaut pour l'ensemble des thématiques les plus abordées par la chaîne, y compris les plus controversées. Derrière les apparences d'une chaîne où le débat est permanent, CNews fonctionne en réalité comme une machine à fabriquer des récits à sens unique. Les voix dissonantes y sont rares et, lorsqu'elles s'expriment, elles sont souvent immédiatement réprouvées par l'ensemble du plateau. Difficile de s'éloigner plus ostensiblement du pluralisme des opinions que les chaînes de télévision ont pourtant l'obligation de respecter », détaille Arnaud Froger, responsable du pôle investigation de RSF.

Un million de signatures pour supprimer CNews

« Cette quatrième saisine de l'Arcom par RSF, la troisième sur le même fondement, n'est que la conséquence du comportement de CNews qui persiste et signe dans son refus de respecter ses obligations de pluralisme, écrit aussi Thibaut Bruttin, directeur général de RSF. *En juin dernier, Maxime Saada, le président de Canal +, déclarait par voie de presse son intention de ne rien changer à ses programmes et d'aller jusqu'à la fermeture de la chaîne. Dont acte. À l'aune de l'examen de 61 heures de programme en septembre 2026, RSF constate qu'il fallait prendre le dirigeant au mot. L'ONG prend ses responsabilités et appelle le régulateur à sanctionner lourdement CNews en suspendant la chaîne pendant un mois, comme prévu par la loi. Dans un climat de polarisation aiguë, le pluralisme est la réponse »*, ajoute le responsable.

Cette action de RSF intervient alors qu'une pétition pour *« supprimer Cnews de l'audiovisuel français »*, lancé en juin sur le site de l'Assemblée nationale par Lucas Massoni, un consultant indépendant en systèmes d'information, a recueilli plus d'un million de signatures. *« CNews n'est pas une chaîne d'information, ainsi que le spécifie l'article 1 de sa convention, mais opère au contraire un véritable "bourrage de crâne" »*, accuse le directeur de RSF. Il ajoute que *« depuis plus de dix ans, RSF s'oppose à l'emprise de Vincent Bolloré sur les médias français et déplore de devoir combattre aussi dans l'Hexagone des méthodes de capture et d'asservissement des médias aux intérêts de propriétaires que l'organisation dénonce notamment en Europe centrale et en Europe de l'Est. »*

Tout peut basculer en 2027…

L'extrême droite pourrait remporter la prochaine élection présidentielle et arriver au pouvoir pour la première fois depuis le régime de Vichy.

Mais rien n'est joué. Cette catastrophe peut encore être évitée.

C'est pourquoi *Basta!* va redoubler d'efforts dans les mois à venir :

En documentant le travail des forces de l'ordre grâce à une base de données interactive, pour alerter sur les dangers d'un élargissement de l'arbitraire policier promu par le RN au travers de la « présomption de légitime défense ».

En enquêtant sur les soutiens internationaux du RN, tant dans les milieux économiques que religieux, politiques ou intellectuels.

En exposant les contradictions d'un parti prétendument du côté des classes populaires mais qui se range le plus souvent du côté des puissants.

En faisant briller le travail de cette presse libre qui « tient les digues » grâce à notre Portail des médias indépendants.

Pour nous soutenir dans cette mission, faites un don, même de quelques euros. Chaque soutien compte !

6 € par mois
8 € par mois
Montant libre

Mode de paiement :
SEPA · CB · Apple Pay · G Pay · PayPal

Je fais un don

Plus de choix ?

Mots-clés : Menaces sur l'info

Voir les commentaires (0)

À lire en ce moment

Rapports de force – Mouvement social automne 2026
Avant la grève du 1er décembre, le patronat refuse toujours d'augmenter les salaires

Société – Violences sexuelles
Lycée de Stains : elles dénoncent des violences, le rectorat les mute

Alternatives – Travailler autrement
Des bergers sans terre et des écologues relancent le pastoralisme sur les bords de Loire

Écologie – Climat
Échec de la COP31 : « Les pays développés ont bloqué les négociations sur des sujets essentiels pour les États du Sud »

Grands formats

Retrouvez les dernières séries thématiques de Basta!

Pompiers en grève : les raisons de la colère
Coupe du monde 2026 : le cauchemar américain

Fin de vie : une loi sur l'aide à mourir
Armée à l'école : bientôt un bac mention patriote ?

Ailleurs dans la presse indé

La sélection du Portail des médias indépendants

Micros Rebelles
Des visiteurs mal intentionnés à Calais : une enquête de Juliette Démas et Maël Galisson pour le média Les Jours

Guyaweb
À Cayenne, une manifes un observatoire public violences faites aux femme

Portail des médias
Cette sélection d'articles est proposée par le Portail des médias indépendants, un outil de recommandation conçu et géré par l'équipe de *Basta*.
Découvrez le reste de notre sélection sur portail.basta.media

Découvrez nos newsletters
L'info libre et engagée dans votre boîte mail !
Inscrivez-vous maintenant

À propos de *Basta!*

Basta! est un **média indépendant** dont l'ambition est de croiser les questions sociales et écologiques. Il est piloté par une association à but non lucratif (Alter-médias) et animé par une équipe de 14 salarié·es. Sans publicité ni abonnement, le journal est financé à 85% par les dons des lectrices et lecteurs.

→ En savoir plus sur *Basta!*

Soutenir *Basta!*

Basta! est 100% indépendant, sans pub, en accès libre, **financé par ses lectrices et lecteurs.**

Faites un don